

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, la motion dont la Chambre est saisie revêt une grande importance. Il s'agit de quelque chose de plus que la démission d'un ministre. Il s'agit de questions fondamentales de politique officielle. Lorsque le ministre a donné sa démission, il a donné une conférence de presse et lancé contre le gouvernement du premier ministre (M. Trudeau) des accusations plus graves qu'aucune accusation jamais formulée de ce côté-ci de la Chambre. Il a mis en cause l'ensemble de la politique gouvernementale quant à des questions importantes qui touchent des millions de citoyens canadiens.

Le ministre des Transports a révélé devant le Parlement et le peuple, d'une manière qui ne pourrait être plus publique, qu'un désaccord de base existe au sein du cabinet à cause de la position du gouvernement sur la constitution. Il a déclaré qu'il ne peut accepter la position étroite et inflexible du premier ministre, qui empêche les initiatives dans le domaine du logement, de la rénovation urbaine, de la pollution et dans toutes les autres questions qui touchent la population de nos grandes villes.

Le ministre a mis en lumière un désaccord fondamental et grave sur le choix des programmes à appliquer. Pour atteindre ce but, il a démissionné. Cela ne dispense pas le premier ministre du devoir d'exposer à la Chambre ses opinions sur la question et de donner à la population du Canada l'assurance qu'en fait il a adopté une position qui ne va pas à l'encontre de la solution des grands problèmes qui se posent à nous dans ces régions. Les problèmes qui concernent les populations urbaines de nos vastes agglomérations comme Toronto, Montréal, Vancouver, Edmonton, Winnipeg, Calgary, Halifax et Ottawa sont les plus graves, les plus urgents et les plus vitaux de ceux que nous devons affronter aujourd'hui.

Une voix: Ajoutez Cornerbrook.

M. Paproski: Mon honorable ami dit: «Et Cornerbrook».

M. Alexander: Et Hamilton.

M. Paproski: Et Hamilton. Le Parlement a voté des centaines de millions de dollars. Nous avons assisté à plusieurs conférences fédérales-provinciales, et beaucoup d'entre nous ont assisté à des conférences consacrées à l'étude de ces problèmes. Il est vrai que lorsque le gouvernement a invité les provinces à venir étudier ces questions à Ottawa, peu après que le premier ministre fut entré en fonction, les provinces sont retournées les mains vides et fort déçues. Nous savons main-

[M. Harding.]

tenant pourquoi. Le gouvernement a simplement refusé de reconnaître l'existence de ces problèmes.

Il est clair que le premier ministre souffre d'un genre de myopie intellectuelle à propos des problèmes urbains. Le ministre chargé du logement, des transports et de l'aménagement urbain est un homme raisonnable. Il a détenu des portefeuilles importants et comportant de grandes responsabilités; il est l'architecte de l'unification des forces armées; il a présidé une commission d'étude sur le logement, à laquelle il s'est très intéressé à titre de ministre. On ne peut mettre en doute son évaluation sincère des problèmes qui existent dans le domaine du développement urbain.

On peut sympathiser avec lui quand on comprend le sentiment de frustration qui l'envahissait à mesure que les mois s'écoulaient et qu'il ne se faisait rien relativement aux problèmes très sérieux de la vie dans les grandes villes canadiennes. Devant l'inertie et le refus inébranlable du premier ministre de prendre ce problème au sérieux, le ministre, homme intègre qu'il est, a démissionné. Par suite de cette démission nous voyons le problème qui ronge le pays aujourd'hui.

Ce problème, c'est l'indécision au plus haut niveau, l'indécision au sommet; indécision au sujet des impôts, du logement, de l'inflation, de la pollution.

Les vieillards vivent tant bien que mal avec \$120 par mois, pendant que le gouvernement dépense 50 millions de dollars pour une carcasse de béton dans la ville d'Ottawa et que le premier ministre s'éclipse au Bugaboo Lodge, comme mon collègue le député d'Hamilton-Ouest (M. Alexander) l'a souligné. Et puis après? C'est l'indécision du premier ministre qui est devenue le cauchemar du ministre des Transports. C'était le lieutenant au cabinet. Il n'y avait pas de place dans ce cabinet pour un lieutenant; il n'y en avait que pour le capitaine. Et le capitaine, c'est le premier ministre, ne l'oubliez pas!

● (8.06 p.m.)

Et quand le capitaine ne peut prendre une décision, que fait le lieutenant? Il démissionne.

Quant à moi, je suis prêt à féliciter le ministre des Transports pour son geste courageux. Nous avons été témoins du développement des ghettos qui ont fait de nos villes jadis attrayantes des endroits mornes et tristes. Nous avons vu la pollution transformer des cours d'eau en égouts en plein air. Nous ne pouvons continuer à gâcher notre patrimoine. Le ministre le savait. Et cependant, son point de vue n'a éveillé aucune sympathie au sein du cabinet.

Le premier ministre a dit: «Nous dépensons beaucoup d'argent». Personne ne le niera.